

**Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky (dir.),
*Histoire des mouvements sociaux en France de 1814
à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012, 800 p.**

Michel Dreyfus

Les espoirs en une transformation radicale de la société ont considérablement reculé depuis une vingtaine d'années et ce recul de l'horizon d'attente est largement ressenti au sein du mouvement social. Par ailleurs, de nombreux travaux récents conduisent à un réexamen de ce que fut l'histoire du mouvement social en France depuis le début du XX^e siècle jusqu'à nos jours. Ce double constat est à l'origine de cette vaste synthèse à laquelle ont participé une cinquantaine d'auteurs, tous membres de la revue *Le Mouvement social*. Il n'est pas possible de détailler ici chacune des contributions de cet ouvrage, mais présentons-en les lignes directrices. Dans une brève introduction, ses deux directeurs, après s'être interrogés sur la signification des termes « questions sociales », « mouvements ouvrier », « mouvements sociaux », voire « nouveaux mouvements sociaux », rappellent que le déclin du mouvement ouvrier traditionnel s'est amorcé à partir de la fin des années 1970 ; il fallut néanmoins quelques années supplémentaires pour en prendre conscience. L'ouvrage s'organise autour de quatre périodes successives, présentées elles-mêmes suivant trois catégories : « Repères et influences », « Temps forts » et « Émergences ». La première période s'étend des débuts de la révolution industrielle aux années 1880. Dans le sillage de la Grande révolution, on assiste à une phase de tâtonnements, d'expérimentation où se mêlent des formes d'organisation très anciennes à d'autres beaucoup plus nouvelles. Les mouvements sociaux sont divers dans leurs motivations (ludisme, chartisme) et dans leur expression (pétitions, barricades) ; ils existent également au sein du monde paysan. Ils ne se limitent donc ni à la révolte des Canuts, ni à l'Association internationale des travailleurs, ni à la Commune. La seconde période, qui va de la décennie 1880 jusqu'aux années 1930, voit l'enracinement de la démocratie libérale et l'espoir de la République sociale. Avec le triomphe du suffrage universel, les barricades deviennent un glorieux souvenir. La protestation sociale se nationalise et s'articule au politique. À la fin du XIX^e siècle naissent, en France comme en Europe, les partis modernes, les organisations syndicales, sans oublier les organisations nationales mutualistes et coopératives. Au même moment, l'État commence à s'impliquer dans le social et cette évolution s'approfondit considérablement durant la Grande Guerre. La naissance de l'État social coïncide avec les débuts de la seconde révolution industrielle et permet la mise en place progressive d'un statut salarial. La troisième séquence qui couvre les années 1930 à 1980 marque l'apogée de la société salariale : c'est d'ailleurs en 1930 que la France devient une société en majorité urbaine et salariée. Cette évolution est d'abord masquée par la crise économique puis la Seconde Guerre mondiale, mais on en mesure tous les effets à la Libération. Sur un fond de forte croissance favorisée par

la reconstruction, le syndicalisme se transforme alors profondément. À l'heure où l'État intervient bien davantage encore dans l'économique et dans le social, le syndicalisme fait l'apprentissage de la gestion du social par le biais de la Sécurité sociale et des comités d'entreprise. Cette double convergence n'empêche pas toutefois l'explosion de mouvements sociaux massifs et parfois violents, comme on le voit en 1947 et en 1953. Quinze ans plus tard, se produit la plus grande grève de l'histoire de France mais dans les années qui suivent, l'individualisation croissante de la société française influe négativement sur les mouvements sociaux. Une dernière période s'ouvre alors à partir des années 1980 jusqu'à nos jours. Elle est marquée par la modification, dans un sens défavorable au syndicalisme, du rapport des forces en raison de l'envol du chômage. Sans représenter les mouvements sociaux dans leur totalité, le syndicalisme en a été l'expression depuis un siècle, mais il connaît alors une crise profonde. Elle n'est pas la première de son histoire, elle est néanmoins très grave par sa durée et sa brutalité, notamment par l'hémorragie des effectifs qui touche toutes les organisations syndicales, par ailleurs plus divisées que jamais. Cette crise se situe sur fond de chômage accru, de désengagement de l'État social dans le cadre de la supranationalité européenne et d'une mondialisation néo-libérale, fortement encouragée par la disparition des modèles se réclamant du socialisme réel. Personne ne peut dire aujourd'hui ce que sera l'avenir des mouvements sociaux : c'est pourquoi Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky se gardent, à juste raison, de conclure. Saluons donc cette synthèse qui fera date par sa richesse et son ampleur. Mais elle ne pouvait traiter de tout et il eût peut-être été nécessaire d'explicitier davantage les choix qui ont présidé à sa réalisation. L'accent a été mis sur des mouvements sociaux à l'expression contestataire, au détriment d'autres mouvements moins visibles mais néanmoins d'une ampleur considérable. Rien n'est dit sur Force ouvrière, ni sur les mouvements coopératifs et mutualistes, ces deux derniers pourtant bien antérieurs aux syndicats et toujours bien plus nombreux. L'économie sociale repose aujourd'hui sur les associations, les coopératives et les mutuelles : il est dommage qu'elles soient absentes de cet ouvrage.